

Les petits frères des Pauvres

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par le décret du 21 août 1981

19, Cité Voltaire

75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Les petits frères des Pauvres

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Reconnue d'utilité publique par le décret du 21 août 1981

19, Cité Voltaire

75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association les petits frères des Pauvres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association les petits frères des Pauvres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 12 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 Djamel Zahri

Djamel ZAHRI

**PETITS FRÈRES
DES PAUVRES**

Non à l'isolement de nos aînés



COMPTES

ANNUELS

au 31 décembre 2022

BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

| ACTIF | 31/12/2022 | | | 31/12/2021 |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| | BRUT | AMORT/PROV | NET | NET |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 4 603 484 | 3 696 627 | 906 857 | 1 089 717 |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 4 507 932 | 3 696 627 | 811 305 | 920 663 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 95 552 | | 95 552 | 169 054 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 120 295 257 | 50 715 841 | 69 579 416 | 65 383 448 |
| Terrains | 479 958 | | 479 958 | 479 958 |
| Constructions, gros œuvre | 52 976 837 | 27 765 130 | 25 211 707 | 27 138 007 |
| Matériel & mobilier | 3 973 184 | 2 694 373 | 1 278 811 | 1 398 634 |
| Agencements, installations | 22 480 909 | 16 928 974 | 5 551 934 | 6 677 891 |
| Matériel de transport | 1 835 534 | 1 752 385 | 83 148 | 60 629 |
| Matériel de bureau & informatique | 783 129 | 764 104 | 19 026 | 48 274 |
| Immobilisations corporelles en cours | 719 869 | | 719 869 | 189 349 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 37 045 838 | 810 875 | 36 234 963 | 29 390 706 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | 34 135 043 | 479 445 | 33 655 598 | 30 103 253 |
| Participations | 9 809 900 | 9 900 | 9 800 000 | 9 800 000 |
| Autres titres immobilisés | 23 934 799 | 469 545 | 23 465 254 | 19 941 798 |
| Prêts | 54 003 | | 54 003 | 63 571 |
| Autres | 336 341 | | 336 341 | 297 884 |
| TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE - TOTAL I | 159 033 784 | 54 891 913 | 104 141 871 | 96 576 418 |
| CRÉANCES | 29 967 683 | 1 012 142 | 28 955 541 | 24 698 152 |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 517 190 | | 517 190 | 598 170 |
| Créances reçues par legs ou donations | 22 285 190 | 938 560 | 21 346 630 | 18 797 865 |
| Autres | 7 165 303 | 73 582 | 7 091 721 | 5 302 117 |
| VMP & DISPONIBILITÉS | 22 496 051 | | 22 496 051 | 22 289 509 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 22 496 051 | | 22 496 051 | 22 289 509 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 649 919 | | 649 919 | 603 992 |
| Charges constatées d'avance | 649 919 | | 649 919 | 603 992 |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT - TOTAL II | 53 113 652 | 1 012 142 | 52 101 510 | 47 591 653 |
| Ecart de conversion actif - TOTAL III | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III) | 212 147 437 | 55 904 055 | 156 243 381 | 144 168 071 |

| PASSIF | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|--------------------|--------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 44 145 635 | 47 600 800 |
| Fonds propres statutaires | 40 853 109 | 44 168 704 |
| Fonds propres complémentaires | 78 604 | 78 604 |
| Ecarts de réévaluation | 3 213 922 | 3 353 492 |
| Réserves | 21 225 776 | 17 897 499 |
| Réserves pour projet de l'entité | 11 220 260 | 8 891 983 |
| Autres | 10 005 516 | 9 005 516 |
| Report à nouveau | 10 631 617 | 7 316 022 |
| Excédent (déficit de l'année) | 3 311 287 | 3 328 277 |
| SITUATION NETTE (SOUS TOTAL) | 79 314 316 | 76 142 598 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissements | 1 114 536 | 1 368 295 |
| FONDS PROPRES - TOTAL I | 80 428 852 | 77 510 893 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs et donations | 47 333 344 | 39 312 868 |
| Fonds dédiés | 2 023 989 | 2 269 838 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES - TOTAL II | 49 357 333 | 41 582 707 |
| PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES | | |
| Provisions pour risques | 692 331 | 690 769 |
| Provisions pour charges | 1 343 635 | 1 680 829 |
| PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES - TOTAL III | 2 035 966 | 2 371 597 |
| DETTES | 20 904 199 | 21 412 892 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 1 828 306 | 1 904 834 |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 2 172 804 | 2 366 044 |
| Dettes des legs ou donations | 10 217 672 | 9 203 329 |
| Dettes fiscales et sociales | 5 654 644 | 6 381 866 |
| Autres dettes | 1 030 772 | 1 556 819 |
| COMPTES DE RÉGULARISATION | 3 517 031 | 1 289 983 |
| Produits constatés d'avance | 3 517 031 | 1 289 983 |
| DETTES - TOTAL IV | 24 421 231 | 22 702 874 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV) | 156 243 381 | 144 168 071 |

COMPTE DE RESULTAT

| | 2022 | 2021 |
|---|-------------------|-------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | 460 199 | 452 636 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 3 056 193 | 2 440 870 |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 18 325 388 | 18 310 535 |
| Mécénats | 1 197 428 | 1 737 451 |
| Legs & donations | 30 678 196 | 31 316 879 |
| Contributions financières | 1 425 586 | 1 132 089 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 551 222 | 551 272 |
| Utilisation des fonds dédiés | 433 018 | 492 107 |
| Autres produits | 1 716 835 | 1 634 159 |
| Total produits d'exploitation (I) | 57 844 065 | 58 067 997 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 1 964 565 | 1 570 769 |
| Autres achats et charges externes | 16 724 104 | 15 120 454 |
| Services extérieurs | 8 894 723 | 8 612 452 |
| Personnel extérieur | 340 838 | 157 899 |
| Autres services extérieurs | 7 488 543 | 6 350 104 |
| Aides financières | 9 054 055 | 10 218 798 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 2 105 451 | 2 277 809 |
| Salaires et traitements | 14 732 594 | 14 315 074 |
| Charges sociales | 7 465 170 | 7 251 199 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 3 981 194 | 4 170 469 |
| Dotations aux provisions | 148 582 | 439 649 |
| Report en fonds dédiés | 187 169 | |
| Autres charges | 1 591 931 | 1 426 922 |
| Total charges d'exploitation (II) | 57 954 815 | 56 791 143 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | (110 750) | 1 276 854 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 149 128 | 102 390 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 421 421 | 237 333 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 248 159 | 207 837 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers (III) | 818 708 | 547 559 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations amor.& prov.charges financières | 401 834 | 420 913 |
| Intérêts et charges assimilées | 28 154 | 4 805 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 51 586 | 34 555 |
| Total des charges financières (IV) | 481 574 | 460 273 |
| RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 337 134 | 87 286 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 166 042 | 135 858 |
| Sur opérations de capital | 3 740 109 | 3 376 978 |
| Total des produits exceptionnels (V) | 3 906 150 | 3 512 835 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 15 525 | 13 295 |
| Sur opérations de capital | 690 774 | 1 458 627 |
| Total des Charges exceptionnelles (VI) | 706 299 | 1 471 922 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 3 199 851 | 2 040 913 |
| Impôts sur les sociétés | | |
| Impôts sur les sociétés | 114 948 | 76 777 |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 114 948 | 76 777 |
| Total des produits | 62 568 923 | 62 128 392 |
| Total des charges | 59 257 636 | 58 800 115 |
| EXCEDENT OU (DEFICIT) | 3 311 287 | 3 328 277 |

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 2022 | 2021 |
|--|-------------------|-------------------|
| Dons en nature | 125 854 | 208 994 |
| Prestations en nature | 25 332 | 135 603 |
| Bénévolat | 56 885 348 | 46 589 289 |
| Total | 57 036 534 | 46 933 885 |
| Dons matériels en nature | 125 854 | 208 994 |
| Mise à disposition gratuite de biens | 7 200 | 10 471 |
| Prestations en nature | 18 132 | 125 132 |
| Personnel bénévole | 56 885 348 | 46 589 289 |
| Total | 57 036 534 | 46 933 885 |

Annexe aux comptes annuels

Table des matières

| | | |
|-------|--|----|
| 1 | Préambule..... | 1 |
| 2 | Présentation de l'association et de ses activités | 1 |
| 2.1 | Présentation de l'association..... | 1 |
| 2.2 | Faits significatifs..... | 1 |
| 3 | Règles et méthodes comptables..... | 4 |
| 3.1 | Principes comptables..... | 4 |
| 3.2 | Evènements postérieurs à la clôture | 4 |
| 3.3 | Changements de méthodes comptables..... | 4 |
| 3.4 | Principales méthodes utilisées | 4 |
| 3.4.1 | Immobilisations corporelles | 4 |
| 3.4.2 | Biens et créances reçus par legs et donations destinés à être cédés | 5 |
| 3.4.3 | Créances et dettes | 6 |
| 3.4.4 | Valeurs mobilières de placement (VMP) et immobilisations financières | 6 |
| 3.4.5 | Situation nette | 6 |
| 3.4.6 | Subventions d'investissement sur biens renouvelables | 7 |
| 3.4.7 | Indemnités de fin de carrière..... | 7 |
| 4 | Informations relatives au bilan | 8 |
| 4.1 | Actif | 8 |
| 4.1.1 | Tableau des immobilisations | 8 |
| 4.1.2 | Tableau des amortissements | 8 |
| 4.1.3 | Provisions des legs et donations..... | 8 |
| 4.1.4 | Etat des créances | 9 |
| 4.1.5 | Titres et valeurs mobilières de placement..... | 10 |
| 4.2 | Passif..... | 12 |
| 4.2.1 | Variation des fonds propres | 12 |
| 4.2.2 | Suivi des fonds dédiés..... | 14 |
| 4.2.3 | Tableau des provisions pour risques et charges et Tableau des Fonds reportés | 15 |
| 4.2.4 | Etat des dettes | 16 |
| 4.2.5 | Détail des Charges à payer et Produits à recevoir | 17 |
| 4.2.6 | Produits et charges des legs et donations (produits en négatif) | 18 |
| 5 | Autres informations | 19 |
| 5.1.1 | Contributions volontaires en nature..... | 19 |
| 5.1.2 | Dons en nature | 19 |
| 5.1.3 | Engagements hors bilan..... | 19 |

| | | |
|-----|--|----|
| 5.2 | Effectif salarié | 20 |
| 5.3 | Honoraires du commissaire aux comptes | 21 |
| 5.4 | Information sur les rémunérations des dirigeants | 21 |
| 6 | Informations spécifiques relatives aux entités faisant appel public à la générosité..... | 22 |
| 6.1 | Compte de résultat par origine et destination (en Euros)..... | 22 |
| 6.2 | Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (en Euros)..... | 23 |

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : **156 243 381** €
- Total des charges au compte de résultat : **59 257 636** €
- Résultat de l'exercice : **3 311 287** €

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont les plus significatives pour l'obtention d'une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'association

L'Association Petits Frères des Pauvres, régie par la loi du 1er Juillet 1901, constituée le 13 Avril 1946, a pour objet « **d'aider et de servir, dans un esprit de gratuité les Pauvres et par priorité les personnes âgées, isolées, démunies, infirmes ou impotentes, par des moyens et dans des conditions appropriées à chacune d'elles** ». (Art. 1.01 des statuts).

Par décret en forme de règlement d'administration publique en date du 21 Août 1981, l'Association a obtenu la **Reconnaissance d'Utilité Publique**.

L'Association est composée de 12 Fraternités régionales et leurs équipes d'action, soutenues par les équipes du siège. Chaque équipe d'action des Petits Frères des Pauvres, composée de bénévoles et soutenue par des salariés, met en œuvre le projet associatif et constitue un projet d'équipe.

Le financement de l'Association repose principalement sur la générosité du public, à travers les legs et les dons. Il se diversifie en donnant une place croissante aux subventions publiques et aux financements privés apportés par des fondations et entreprises.

2.2 Faits significatifs

2.2.1 Impacts de la crise sanitaire COVID-19

En 2022, la crise sanitaire a continué d'entraver certaines activités collectives, mais de façon très atténuée par rapport à 2020 et 2021, la plupart des activités ayant progressivement repris leur cours normal.

2.2.2 Plan de retour à l'équilibre

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 16 mai 2020, a décidé de nouvelles orientations stratégiques, comprenant un plan de retour à l'équilibre financier de l'association, étalé sur 3 années de 2021 à 2023, après de nombreuses années de déficit.

Ce plan d'action repose à la fois sur une réduction des charges, en ciblant prioritairement celles qui ont le moins d'impact sur les activités, et sur un développement des produits, en particulier les subventions publiques et le mécénat privé.

L'exercice 2022 est la deuxième année consécutive d'excédent, en avance par rapport aux objectifs initiaux.

2.2.3 Utilisation de la Réserve d'aide à la personne

Cette réserve a été constituée par décision de l'Assemblée Générale du 20 juin 1998, et a été dotée jusqu'à l'AG du 21 juin 2014 pour un montant total de 15 362 K€.

Depuis sa constitution, les dépenses faites au titre de cette réserve dans le courant d'une année (N) sont reprises l'année suivante (N+1), sur la réserve. En 2011, cependant, les aides aux personnes accompagnées ont été financées par une campagne spécifique de recherche de dons.

Au 31 décembre 2022, il restait au compte de la réserve d'aide à la personne un montant de 4 807 k€.

L'exercice 2022 étant excédentaire, il est proposé à l'Assemblée Générale de ne pas utiliser la réserve au titre de cet exercice.

| Utilisation de la réserve en k€ | Utilisations | | | Solde de la réserve |
|--|---------------------------------------|-----------------|---|---------------------|
| | des années précédentes de 1999 à 2021 | de l'année 2022 | Total de l'utilisation de cette réserve | |
| Utilisations | | | | |
| - Aides en hébergement collectif | 8 272 | 0 | 8 272 | |
| - Aides à domicile et aux personnes en situation de précarité | 3 283 | 0 | 3 283 | |
| Total utilisations | 11 555 | 0 | 11 555 | |
| - Dotations à la réserve d'aide à la personne votées lors des AG du 20/06/1998 à celle du 18/06/2022 | | | | 16 362 |
| - Affectations déjà faites lors des AG antérieures | | | | (11 555) |
| - Solde de la réserve 31/12/2022 | | | | 4 807 |
| - Affectations des dépenses 2022 lors de la prochaine AG du 17 juin 2023 | | | | 0 |
| - Solde de la réserve restant disponible après affectation | | | | 4 807 |

2.2.4 Aides apportées au Fonds de dotation « Transmission et Fraternité »

Ce Fonds de dotation a été créé en 2011 pour recevoir les legs de personnes accompagnées par l'Association et dont elle refuse par déontologie de bénéficier. Depuis le 01/01/2012, ces legs figurent au compte de résultat, et ont représenté en 2022 :

| | | |
|--|---------|---|
| - Montant reçu et comptabilisé en produit d'exploitation : | 369 495 | € |
| - Frais de traitement de dossier, calculés de façon forfaitaire, et comptabilisés en charges : | 18 525 | € |
| - Frais de succession : | 56 747 | € |
| - Montant net versé au Fonds de dotation « Transmission et Fraternité » et comptabilisé en charge d'exploitation : | 294 223 | € |

2.2.5 Autres structures en lien avec Petits Frères des Pauvres

- Fondation des Petits Frères des Pauvres
- Champ Marie (intermédiation locative en faveur de personnes en situation de précarité)
- Petits Frères des Pauvres – Association de Gestion des Etablissements (PFP-AGE)
- Fédération internationale des Petits Frères des Pauvres

- SCI Armand Marquiset, qui est propriétaire et gère le lieu d'accueil et d'animation national (LAAN)
- Fédération des Amis des Petits Frères des Pauvres (en cours de dissolution)

Au 31 décembre 2022, les données juridiques et financières disponibles concernant ces entités peuvent se résumer de la façon suivante :

| ENTITES | STATUTS | | | CONVENTIONS | | | FINANCE- MENTS | DONNES FINANCIERES | |
|--|---|--|-------------------------|-------------------|-----------------------------|---------------------------|-------------------|--------------------|--------------|
| | Membres PFP de droit à l'organe dirigeant | Accord PFP pour approbation & modif. statuts | Dévolution patrimoniale | Convention signée | Personnel mis à disposition | Mise à disposition locaux | Dotations K€ | Total Bilan K€ | Résultat K€ |
| Fondation Petits Frères des Pauvres | 6 | | PFP | OUI | NON | NON | --- | 171 699 | 2 945 |
| Champ Marie | 3 | OUI | PFP | NON | NON | NON | --- | --- | --- |
| PFP-AGE | 9 | OUI | PFP | OUI | OUI | OUI | 6 470 | 6 560 | 5 |
| SCI Armand Marquiset | 2 associés | OUI | PFP | | NON | --- | --- | --- | --- |

Les administrateurs visés par ces conventions sont les suivants :

Fondation Petits Frères des Pauvres : Alain Villez et Marina Frys

PFP – AGE : Alain Villez, Martine Roth, Anne Geneau

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte à compter du 1^{er} janvier 2020 des dispositions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

3.2 Evènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire a de moins en moins d'effets sur les activités de l'Association, mais la guerre en Ukraine fait peser des incertitudes sur la collecte de fonds.

3.3 Changements de méthodes comptables

Néant

3.4 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.4.1 Immobilisations corporelles

Les immobilisations stables se définissent comme étant les emplois permanents affectés à l'activité directe et au fonctionnement de l'association.

3.4.1.1 Valeurs brutes

Les immobilisations sont comptabilisées sous réserve d'une valeur unitaire supérieure à 1 000 € hors taxes.

Les ensembles immobiliers ont été réévalués en 1980. L'écart de réévaluation dégagé figure sur une ligne spécifique des fonds propres. Les évolutions de valeur depuis 1980 ne sont pas appréhendées.

Application de l'approche par composant

A compter du 01/01/2006, suite aux règlements CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, 2003-07 modifiant l'article 15 du règlement n° 2002-10 et 2004-06, repris par le règlement ANC 2014.03, relatif à la définition de la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les principes de comptabilisation et modes d'amortissement des immeubles ont été faits en tenant compte de la réalité des biens détenus par l'association et de leur valeur au bilan.

Pour les bâtiments : six composants :

- Structures
- Ravalement, menuiserie extérieure
- Chauffage
- Toiture, étanchéité
- Ascenseurs
- Électricité, plomberie, sanitaires

Pour les locaux à l'intérieur d'immeubles collectifs (notamment les locaux des fraternités) : deux composants

- Structures
- Travaux collectifs

3.4.1.2 Amortissements

Seules font l'objet d'une dépréciation par voie d'amortissement les immobilisations appelées à se dévaluer dans le temps. Il s'agit pour l'essentiel de dépenses répétitives sur une période donnée.

Par voie de conséquence et sous réserve qu'il n'y ait pas à constater de dépréciation exceptionnelle du bien par rapport à sa valeur d'acquisition, les éléments de patrimoine générateurs de plus-values latentes ne sont pas dépréciés par voie d'amortissement.

Taux appliqués

Immobilisations incorporelles

Caveaux et concessions : amortissements suivant le nombre de places occupées.

Logiciels : soit 5 ans, soit 3 ans

Immobilisations corporelles

Terrains : Ne sont pas amortissables, aucune perte de valeur n'étant à constater.

Immeubles :

Amortissement des structures :

- La structure des immeubles, maisons de vacances ou locaux en immeubles collectifs n'a fait l'objet d'aucun amortissement, la valeur résiduelle étant estimée supérieure à la valeur historique.

- La structure du Centre de Rencontre des Générations fait l'objet d'un amortissement sur 50 ans, car l'association dispose de droits sur l'immeuble pour cette durée (bail à construction).

Amortissement des composants :

Les durées d'amortissement sont différenciées de la manière suivante :

- Ravalement, menuiserie extérieure : 15 ans
- Chauffage : 15 ans
- Toiture, étanchéité : 25 ans
- Ascenseurs : 20 ans
- Électricité, plomberie, sanitaires : 10 ans

Autres Immobilisations corporelles :

- Électricité, plomberie, sanitaires : 10 ans
- Travaux d'amélioration, gros travaux antérieurs à 2007: 10 ou 20 ans
- Mobiliers et matériels, agencements, aménagements et installations : 10 ans
(Sauf les mobiliers anciens et les objets d'art qui ne sont pas amortissables)
- Matériels de bureau : 5 ans
- Matériels de transport : 4 ans

Mode d'amortissement : linéaire

Les amortissements sont calculés au prorata temporis selon les règles habituelles applicables en la matière.

3.4.2 Biens et créances reçus par legs et donations destinés à être cédés

Concernant les biens, créances et dettes reçues par legs acceptées à compter du 1^{er} janvier 2020, et destinés à être cédés :

- Les biens reçus en legs et donations par l'Association au cours de l'exercice sont portés à l'actif à la date d'acceptation par le Conseil d'administration.
- Ils sont comptabilisés en immobilisation si leur nature le justifie, sans pour autant être amortis. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant en cas de perte de valeur.
- Les disponibilités et titres de placements financiers à recevoir sont également comptabilisés à l'actif dans un compte de créances dès l'acceptation.

- Les obligations attachées à ces legs et donations sont constatées en « dettes des legs et donations », également lors de l'acceptation. Elles sont éventuellement réévaluées pendant la durée de traitement du dossier, sur la base des relevés fournis par les études de notaires.

3.4.3 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

3.4.4 Valeurs mobilières de placement (VMP) et immobilisations financières

La distinction entre les immobilisations financières (classe 2 = titres à long terme) et les valeurs mobilières de placement (classe 5 = titres de trésorerie) revient à différencier les supports de placement selon leur horizon de placement : ils sont immobilisés s'ils sont détenus pour une gestion à long terme, et ne le sont pas pour un horizon plus court. Les livrets de placement servant au financement des dépenses courantes sont, eux, comptabilisés en disponibilités. Les placements financiers sont distingués selon la nature du placement.

Valorisation au bilan

Les immobilisations financières et les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

S'il advient que le cours probable de négociation devient inférieur au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Elle figure au bilan et est dotée par le compte de résultat.

Cessions

Le produit net est enregistré en produits financiers selon la méthode FIFO.

La plus ou moins-value de réalisation des immobilisations financières est présentée en produit ou en charge financière.

3.4.5 Situation nette

Les comptes de *fonds propres, réserves et report à nouveau* reprennent l'ensemble des ressources propres de l'association.

L'assemblée générale du 24 juin 2017 a décidé de restructurer les fonds propres de la façon suivante :

3.4.5.1 Les fonds propres sans droits de reprise

- Valeur d'origine de l'immobilier

Ce compte représente les ressources passées affectées au financement des investissements sous forme de terrains et d'ensembles immobiliers nécessaires au but poursuivi par l'association, déduction faite des amortissements cumulés sur les travaux de gros œuvre.

- Valeur d'origine des titres de la dotation

Ce compte enregistre la valeur comptable d'origine d'un portefeuille titres statutaire, d'une valeur minimale de 1 500 euros, ainsi que le résultat cumulé de la capitalisation annuelle de 10 % au moins des revenus de ce portefeuille.

Toute affectation est décidée par l'Assemblée Générale. Tout retrait ne peut être opéré qu'après autorisation administrative ou en cas de liquidation de l'association.

3.4.5.2 Ecart de réévaluation libre de l'immobilier

Ce compte représente le montant de l'écart de réévaluation de l'immobilier dégagé lors de la réévaluation libre faite en 1980.

3.4.5.3 Les réserves

Les réserves de développement peuvent être dotées par décision d'AG.

- Réserve de développement France

Cette réserve est utilisée pour l'absorption des déficits, dans le cadre du développement de l'association.

- Réserve de développement international

Cette réserve est destinée à financer des dépenses hors de France, notamment des opérations de collecte de fonds.

- Réserve d'investissement

Cette réserve est destinée à financer l'acquisition d'immobilisations dans le cadre du développement de l'association.

- Réserve d'aide à la personne

Cette réserve a été constituée en vue d'apporter aux personnes âgées et aux personnes en situation de précarité suivies par les petits frères une aide financière à long terme en raison des difficultés rencontrées par ces personnes, aide que l'association s'engage à prolonger dans la durée en fonction des besoins de ces personnes.

(Voir détail au chapitre « mouvements significatifs de l'exercice »).

- Réserve de sécurité

Cette réserve est destinée à faire face à des événements qui affecteraient ponctuellement la collecte de fonds : grève de la poste, crise politique

3.4.5.4 Report à nouveau

Il regroupe les ressources dégagées qui n'ont pas reçu d'affectation particulière.

3.4.6 Subventions d'investissement sur biens renouvelables

A partir de l'exercice 2020, en application du règlement 2018-06 de l'ANC, elles sont amorties au rythme du bien financé.

Le principe retenu par l'Association est la détermination d'une durée moyenne d'amortissement pour chacun des bâtiments détenus. Cette durée est calculée en divisant la valeur brute de tous les composants non-amortis d'un bâtiment par la valeur de la dernière annuité d'amortissement, tous composants confondus. Elle est ensuite appliquée pour amortir les subventions d'investissement se rapportant au bâtiment.

Les reprises correspondant à l'amortissement au titre de l'exercice clôturé sont constatées soit en compte 78952000 – *Reprise de fonds dédiés sur financements privés d'investissement* pour les contributions financières reçues d'entités privées, soit en compte 77700000 – *Quote-part de subventions d'investissements virées au compte de résultat* pour les subventions d'investissement reçues d'entités publiques.

3.4.7 Indemnités de fin de carrière

Droits acquis au départ à la retraite des salariés 1 098 687 €

Hypothèses de calcul :

- Calcul sur le salaire brut
- Taux de revalorisation salarial : 3%
- Taux d'actualisation à 12 ans : 0,90%
- Taux de charges patronales : 64,43%
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Droits acquis à la retraite : 1/8 de mois par année d'ancienneté, limité à 6 mois
- Coefficients de mortalité : suivant les tables de mortalités fournies par l'INSEE
- Coefficients de fidélité du personnel :

| | | |
|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Moins de 25 ans : 32.44% | De 25 à 29 ans : 44.79% | De 30 à 34 ans : 56.54% |
| De 35 à 39 ans : 67,92% | De 40 à 44 ans : 79.05% | De 45 à 49 ans : 89.35% |
| De 50 à 54 ans : 95,78% | De 55 à 59 ans : 98.71% | De 60 à 63 ans : 99,75% |
| 64 ans : 99,95% | 65 ans et plus : 100,00% | |

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

| | Immobilisations en début d'exercice 31/12/2021 | Mouvements de l'exercice 2022 | | | Immobilisations en fin d'exercice 31/12/2022 |
|--|---|-------------------------------|---------------------|---------------|---|
| | | Achats, Entrées | Ventes, Sorties | Reclassements | |
| Immobilisations incorporelles | 4 175 574 | 332 358 | | | 4 507 932 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 169 054 | 83 583 | (157 084) | | 95 552 |
| Terrains | 479 958 | 0 | | | 479 958 |
| Constructions, gros œuvre | 52 972 933 | 1 033 852 | (1 029 949) | | 52 976 837 |
| Autres immobilisations | 28 959 256 | 363 495 | (249 995) | | 29 072 756 |
| Immobilisations corporelles en cours | 189 349 | 671 710 | (141 190) | | 719 869 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 30 212 103 | 15 506 635 | (8 672 900) | | 37 045 838 |
| Immobilisations financières | 30 779 165 | 7 606 459 | (4 250 580) | | 34 135 043 |
| TOTAUX | 147 937 392 | 25 598 091 | (14 501 698) | | 159 033 784 |

4.1.2 Tableau des amortissements

| | Amortissements en début d'exercice 31/12/2021 | Mouvements de l'exercice 2022 | | | Amortissements en fin d'exercice 31/12/2022 |
|---|--|-------------------------------|------------------|---------------|--|
| | | Dotations | Reprises | Reclassements | |
| Amortissements immobilisations incorporelles | 3 254 912 | 443 152 | (1 437) | | 3 696 627 |
| Amortissements ensembles immobiliers | 25 834 926 | 1 971 584 | (41 380) | | 27 765 130 |
| Amortissements autres immobilisations | 20 773 828 | 1 597 746 | (231 738) | | 22 139 836 |
| TOTAUX | 49 863 666 | 4 012 482 | (274 555) | | 53 601 593 |

4.1.3 Provisions des legs et donations

| | Provisions en début d'exercice 31/12/2021 | Mouvements de l'exercice 2022 | | | Provisions en fin d'exercice 31/12/2022 |
|---|--|-------------------------------|------------------|---------------|--|
| | | Dotations | Reprises | Reclassements | |
| Prov. pour dépréciation et contentieux /Legs et donations | 821 397 | 242 399 | (252 921) | | 810 875 |
| TOTAUX | 821 397 | 242 399 | (252 921) | | 810 875 |

4.1.4 Etat des créances

| | Montant brut au 31/12/2022 | A moins d'un an | A plus d'un an |
|---|----------------------------------|--------------------|-------------------|
| <u>De l'actif immobilisé</u> | | | - |
| Prêts | 54 003 | 12 087 | 41 916 |
| Dépôts & cautionnements | 264 175 | | 264 175 |
| <u>De l'actif circulant</u> | | | |
| - Usagers & comptes rattachés | 517 190 | 517 190 | |
| - Créances reçues par legs ou donations | 22 285 190 | 22 285 190 | |
| Autres créances | 7 165 303 | 7 165 303 | |
| Créances fiscales et sociales | | | |
| Comptes courants | 2 276 852 | 2 276 852 | |
| Subventions à recevoir | 3 316 874 | 3 316 874 | |
| Autres créances | 805 378 | 805 378 | |
| Produits à recevoir | 766 199 | 766 199 | |
| <u>Comptes de régularisation</u> | | | |
| Charges constatées d'avance | 649 919 | 649 919 | |
| TOTAL | 30 935 780 | 30 629 688 | 306 092 |

4.1.5 Titres et valeurs mobilières de placement

| VALEURS BRUTES | MOUVEMENTS DE L'ANNEE EN VALEURS HISTORIQUES | | | | | PLUS/MOINS VALUEES REALISEES & PRODUITS FINANCIERS | | |
|---|--|--|----------------------------|---------------|--|--|------------------------|----------------|
| | Titres & VMP en début d'exercice 01/01/2022 | Valeurs d'acquisition des titres figurant au bilan | | | Titres & VMP en fin d'exercice 31/12/2022 | Plus & moins values | Produits financiers | Total 2022 |
| | | Souscriptions 2022 | Ventes, Sorties 2022 | Reclassements | | | | |
| TITRES FIGURANT DANS LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | | | |
| Participations | 9 809 900 | | | | 9 809 900 | | | |
| | 9 809 900 | | | | 9 809 900 | | | |
| Titres stables | | | | | | | | |
| - Autres titres stables | 20 607 811 | 7 486 211 | (4 159 222) | | 23 934 799 | (51 586) | 421 421 | 369 835 |
| | 20 607 811 | 7 486 211 | (4 159 222) | | 23 934 799 | (51 586) | 421 421 | 369 835 |
| | 30 417 711 | 7 486 211 | (4 159 222) | | 33 744 699 | | | |
| TITRES FIGURANT EN DISPONIBILITES | | | | | | | | |
| Comptes sur livret | | | | | | | | |
| - Livret Société Générale | 6 111 852 | 5 017 797 | (6 600 000) | | 4 529 648 | | 6 774 | 6 774 |
| - Livret BNP Paribas | | | | | | | | |
| - Livrets CIC | 6 111 306 | 3 892 077 | (5 300 000) | | 4 703 383 | | 2 919 | 2 919 |
| | 12 223 157 | 8 909 874 | (11 900 000) | | 9 233 031 | | 9 693 | 9 693 |
| | 42 640 868 | 16 396 084 | (16 059 222) | | 42 977 730 | (51 586) | 431 114 | 379 528 |

DECOMPOSITION DES TITRES & VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT EN FIN D'ANNEE

| VALEURS BRUTES | TITRES & VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | | | PLUS & MOINS VAUES LATENTES au 31/12/2022 | | INTERETS COURUS comptabilisés au 31/12/2022 |
|--|---|---|---|---|---|---|--|--|--|
| | Placements en produits à long terme (Actions et obligations) | | Placements en produits à court terme (Sicav, FCP...) Bons de caisse, Divers) | | Total de l'ensemble des titres | | Plus values non comptabilisées au 31/12/2022 | Moins values Ayant fait l'objet d'une provision au 31/12/2022 | |
| | Valeurs historiques | Valeurs vénales | Valeurs historiques | Valeurs vénales | Valeurs historiques | Valeurs vénales | | | |
| | Valeurs d'acquisition des titres figurant au bilan au 31/12/2022 | Valeurs des titres au 31/12/2022 | Valeurs d'acquisition des titres figurant au bilan au 31/12/2022 | Valeurs des titres au 31/12/2022 | Valeurs d'acquisition des titres figurant au bilan au 31/12/2022 | Valeurs des titres au 31/12/2022 | | | |
| <u>TITRES FIGURANT DANS LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u> | | | | | | | | | |
| Participations | 9 809 900 | 9 817 370 | | | 9 809 900 | 9 817 370 | | (9 900) | |
| Titres stables | 23 934 799 | | | | 23 934 799 | | (23 934 799) | (469 545) | |
| | 33 744 699 | 9 817 370 | | | 33 744 699 | 9 817 370 | (23 934 799) | (479 445) | |
| <u>TITRES FIGURANT EN DISPONIBILITES</u> | | | | | | | | | |
| Comptes sur livret | | | 9 233 031 | | 9 233 031 | | | | |
| | | | 9 233 031 | | 42 977 730 | 9 817 370 | (23 934 799) | (479 445) | |

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

| | 31/12/2021 | | 31/12/2022 |
|---|-------------------|---|-------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise - Dotation valeur d'origine de l'immobilier - Reprise valeur d'origine de l'immobilier - - - | 47 600 800 | (3 455 165) (3 455 165) | 44 145 635 |
| Réserves Autres réserves Délibération de l'AG du - Dotations aux réserves - Reprises sur les réserves - Utilisation du fonds d'aide à la personne | 17 897 499 | 3 328 277 3 328 277 | 21 225 776 |
| Report à nouveau - Augmentations de l'exercice - Reprises de l'exercice | 7 316 022 | 3 315 595 3 315 595 | 10 631 617 |
| Excédent (déficit) de l'année Délibération de l'AG du - Affectation du résultat N-1 - Excédent ou déficit N | 3 328 277 | (3 328 277) 3 311 287 (16 990) | 3 311 287 |
| Subventions d'investissement - Augmentations de l'exercice - Reprises de l'exercice | 1 368 295 | (253 758) (253 758) | 1 114 536 |
| | 77 510 893 | 2 917 959 | 80 428 852 |

DETAIL DES VARIATIONS DES FONDS PROPRES

| | Fonds propres fin d'exercice 31/12/2021 | Affectations du résultat selon la délibération de l'AG du | | | | Autres mouvements | | | | Fonds propres fin d'exercice 31/12/2022 |
|--|--|---|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------|---------------------------------|------------------|---------------------------------|--|
| | | 18/06/2022 | | | | 2022 | | | | |
| | | Dotations de réserves | Dont Générosité du Public | Reprises de réserves | Dont Générosité du Public | Augmentations | Dont Générosité du Public | Diminutions | Dont Générosité du Public | |
| Fonds propres (sans droit de reprise) | | | | | | | | | | |
| Valeur d'origine de l'immobilier | 44 168 704 | | | (3 315 595) | (2 908 525) | | | | | 40 853 109 |
| Ecart de réévaluation libre de l'immobilier | 3 353 492 | | | | | | | (139 570) | (122 434) | 3 213 922 |
| Valeur d'origine des titres de la dotation | 16 729 | | | | | | | | | 16 729 |
| Apports sans droit de reprise | 61 875 | | | | | | | | | 61 875 |
| Total fonds propres sans droit de reprise | 47 600 800 | | | (3 315 595) | (2 908 525) | | | (139 570) | (122 434) | 44 145 635 |
| Réserves | | | | | | | | | | |
| Réserve d'investissement | 995 525 | | | | | | | | | 995 525 |
| Réserve de développement France | 7 583 139 | 500 000 | 438 613 | | | | | | | 8 083 139 |
| Réserve de développement International | 313 319 | 500 000 | 438 613 | | | | | | | 813 319 |
| Réserve de sécurité | 5 198 823 | | | | | | | | | 5 198 823 |
| Réserve de dévt des ressources, territoires & innovation | | 1 328 277 | 1 165 199 | | | | | | | 1 328 277 |
| Réserve d'aide à la personne | 3 806 693 | 1 000 000 | 877 226 | | | | | | | 4 806 693 |
| Total réserves | 17 897 499 | 3 328 277 | 2 919 650 | | | | | | | 21 225 776 |
| Subventions d'investissement | 1 368 295 | | | | | | | | | 1 114 536 |
| Nouvelles subventions reçues | | | | | | | | | | |
| Amortissements inscrits au compte de résultat | | | | | | | | (253 758) | | |
| Total subventions d'investissement | 1 368 295 | | | | | | | (253 758) | | 1 114 537 |
| Total avant report à nouveau | 66 866 593 | 3 328 277 | 2 919 650 | (3 315 595) | (2 908 525) | | | (393 328) | (122 434) | 66 485 947 |
| Report à nouveau | 7 316 022 | | | | | | | | | 10 631 617 |
| Affectation de résultat de l'année précédente | | | | | | | | | | |
| Autres affectations décidées lors de l'AG | | 3 315 595 | | | | | | | | |
| Reprises décidées lors de l'AG | | | | | | | | | | |
| - | 7 316 022 | 3 315 595 | | | | | | | | 10 631 617 |
| - | | | | | | | | | | |
| Total avant résultat | 74 182 616 | | | | | | | | | 77 117 565 |
| - | | | | | | | | | | |
| Résultat année précédente | 3 328 277 | | | (3 328 277) | | | | | | |
| - | | | | | | | | | | |
| Résultat de l'année | | | | | | 3 311 287 | | | | 3 311 287 |
| - | | | | | | | | | | |
| Total | 77 510 894 | 6 643 872 | 2 919 650 | (6 643 872) | (2 908 525) | 3 311 287 | | (393 328) | (122 434) | 80 428 852 |

4.2.2 Suivi des fonds dédiés

| Situation | Collecte exercice | Montant initial collecté | Fonds à engager au début de l'exercice | Reclassements | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées | Utilisations en cours d'exercice | Fonds restant à engager en fin d'exercice |
|--|-------------------|--------------------------|--|---------------|---|----------------------------------|---|
| Ressources | | | A 31/12/2021 | 2022 | B 2022 | C 2022 | D = A+B-C 31/12/2022 |
| Financements privés et subventions | | | | | | | |
| - Financements COVID | | | 20 933 | | | (20 933) | |
| - Financements d'investissements privés | | | 2 203 941 | | 187 169 | (368 202) | 2 022 908 |
| Sous-total | | | 2 224 874 | | 187 169 | (389 136) | 2 022 908 |
| Transferts des fonds dédiés de la Fédération des Amis des PFP | | | | | | | |
| + Legs Meyen en faveur de Chalon | 2013 | 270 000 | 13 463 | | | (13 463) | |
| + Legs Chopot en faveur de Nancy | 2015 | 436 172 | 17 080 | | | (17 080) | |
| + Legs Guillemau en faveur de St Brieuc | 2015 | 40 943 | 14 421 | | | (13 339) | 1 082 |
| Sous-total | | 747 115 | 44 964 | | | (43 882) | 1 082 |
| TOTAL | | 747 115 | 2 269 838 | | 187 169 | (433 018) | 2 023 990 |

4.2.3 Tableau des provisions pour risques et charges et Tableau des Fonds reportés

| | Provisions en début d'exercice 31/12/2021 | Mouvements de l'année | | | Provisions en fin d'exercice 31/12/2022 |
|--|--|--------------------------|--------------------|-----------------------|--|
| | | Dotations 2022 | Reprises 2022 | Reclassements 2022 | |
| Provisions pour risques & charges | 2 371 598 | 102 664 | (438 296) | | 2 035 966 |
| Prov. pour risques | 690 769 | 75 000 | (73 438) | | 692 331 |
| Prov. pour réalisation / legs & donations | 283 818 | 27 935 | (66 804) | | 244 948 |
| Prov. pour indemnités de fin de carrière | 1 397 011 | (270) | (298 054) | | 1 098 687 |
| Provisions pour dépréciations | | | | | |
| Prov. dépréciation et contentieux des legs (créances) | 712 006 | 290 234 | (63 680) | | 938 560 |
| - | | | | | |
| Provision pour dépréciation des immobilisations financières | 675 912 | 401 834 | (598 301) | | 479 445 |
| Prov. dépréciation titres immobilisés | 9 900 | | | | 9 900 |
| Prov. dépréciation autres titres | 666 012 | 401 834 | (598 301) | | 469 545 |
| Provision pour dépréciation des comptes de tiers | 165 933 | 73 582 | (165 933) | | 73 582 |
| Prov. dépréciation cptes débiteurs | | | | | |
| Prov. dépréciation cptes personnes suivies | 165 933 | 73 582 | (165 933) | | 73 582 |
| | 3 925 449 | 868 314 | (1 266 210) | | 3 527 553 |

| | Provisions en début d'exercice 31/12/2021 | Mouvements de l'année | | | Provisions en fin d'exercice 31/12/2022 |
|---|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|--|
| | | Dotations 2022 | Reprises 2022 | Reclassements 2022 | |
| Fonds reportés | 39 312 868 | 26 751 190 | (18 571 734) | (158 981) | 47 333 343 |
| Fonds reportés liés aux legs et donations | 39 312 868 | 26 751 190 | (18 571 734) | (158 981) | 47 333 343 |
| | 39 312 868 | 26 751 190 | (18 571 734) | (158 981) | 47 333 343 |

4.2.4 Etat des dettes

| | Montant brut au 31/12/2022 | A moins d'un an | A plus d'un an | Plus de 5 ans |
|---|----------------------------------|--------------------|-------------------|------------------|
| Fonds reportés sur legs | - 47 333 344 | 47 333 344 | - | |
| Fonds dédiés | 2 023 989 | 2 023 989 | | |
| Emprunts auprès des étabts de crédit | - 1 748 553 | 72 546 | 290 184 | 1 385 823 |
| Banques créditrices | 79 753 | 79 753 | | |
| Fournisseurs & comptes rattachés | 2 172 804 | 2 172 804 | | |
| Dettes des legs et donations | 10 217 672 | 10 217 672 | | |
| Dettes sociales & fiscales | 5 654 644 | 5 654 644 | | |
| Autres dettes diverses | | | | |
| Dettes diverses | 881 361 | 881 361 | | |
| Charges à payer | 149 411 | 149 411 | | |
| Comptes de régularisation | | | | |
| Produits constatés d'avance | 3 517 031 | 3 517 031 | | |
| | 73 778 563 | 72 102 556 | 290 184 | 1 385 823 |

Détail des Charges à payer et Produits à recevoir

| <u>Détail des Charges à payer</u> | | |
|--|--|-----------|
| <u>Fournisseurs</u> | | |
| | Fournisseurs - Factures non parvenues | 330 256 |
| <u>Dettes fiscales & sociales</u> | | |
| | Provision pour congés payés | 1 199 870 |
| - | Provision charges sociales sur congés payés | 748 787 |
| - | Provision pour droits acquis épargne temps | 832 264 |
| - | Provision charges sociales sur droits acquis épargne temps | 519 749 |
| - | Caisses de retraite, prévoyance, mutuelle | 645 434 |
| - | URSSAF | 902 258 |
| - | Autres dettes fiscales et sociales | 806 282 |
| <u>Charges à payer</u> | | |
| | Charges à payer | 149 411 |

| <u>Détail des Produits à recevoir</u> | | |
|--|--|---------|
| <u>Fournisseurs</u> | | |
| | Fournisseurs - Avoirs à recevoir | 5 110 |
| <u>Dettes fiscales & sociales</u> | | |
| - | Indemnités IJSS encaissées non encore déduites des bulletins de paie | 104 311 |
| - | Personnel : Produits à recevoir | 23 175 |
| <u>Produits à recevoir</u> | | |
| - | Produits à recevoir | 766 199 |

4.2.6 Produits et charges des legs et donations (produits en négatif)

PRODUITS ISSUS DES LEGS :

| | |
|--|--------------------|
| VNC IMMO.RECUES DESTINEES A ETRE CEDEES | 7 444 389 |
| DOT. PROV. P/CONTENTIEUX & DEPRECIATION | 531 109 |
| REPORTS EN FONDS REPORTEES | 26 751 190 |
| REALISATION DES ASSURANCES VIE | -10 432 178 |
| VENTES IMMOBILIERES | -13 236 381 |
| VENTES TITRES | -4 986 117 |
| REALISATION LIQUIDITES & OR | -7 973 651 |
| VENTES MOBILIERES | -142 987 |
| REVENUS BIENS IMMOBILIERS RECUS PAR LEGS | -273 330 |
| REVENUS TITRES RECUS PAR LEGS | -16 463 |
| AUTRES REVENUS DIVERS | -8 053 |
| LEGS BRUTS VIRES AU FONDS DE TRANSMISSION & AUX EAT ASSO. | -369 495 |
| PRODUITS CESSIONS IMMO.RECUS DESTINES A ETRE CEDES | -8 990 762 |
| REPRISES PROV. P/CONTENTIEUX & DEPRECIATION | -380 611 |
| UTILISATIONS DES FONDS REPORTEES | -18 571 734 |
| TRANSFERTS CHARGES LEGS VIRES AU FONDS DE TRANSMISSION & EAT ASSO. | -23 122 |
| TOTAL PRODUITS | -30 678 196 |

CHARGES DE REALISATION DES LEGS :

| | |
|--|------------------|
| HONORAIRES AVOCATS | 17 846 |
| HONORAIRES NOTAIRES & GENEALOGISTES | 129 963 |
| HONORAIRES EXPERTS | 31 413 |
| FRAIS ENERGIES | 7 148 |
| FRAIS LOCATIONS | 8 629 |
| CHARGES LOCATIVES, DE COPRO.& ASSURANCES | 250 837 |
| FRAIS D'ENTRETIEN SEPULTURES | 22 960 |
| FRAIS D'ENTRETIENS DIVERS | 16 502 |
| IMPOTS & TAXES | 182 722 |
| CHARGES DE SUCCESSIONS | 387 894 |
| FRAIS DES VENTES FAITES PAR LE GARDE MEUBLE | 112 302 |
| FRAIS TRAITEMENT LEGS VIRES AU FONDS DE DOTATION "Transmission et Fraternité" | 18 525 |
| FRAIS SUCCESSIONS LEGS VIRES AU FONDS DE DOTATION "Transmission et Fraternité" | 56 747 |
| TOTAL CHARGES | 1 243 489 |

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1.1 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019. L'importance et la nature des contributions volontaires ont été revues en application du règlement 2018-06. Compte tenu de leur caractère significatif, elles ont été valorisées et comptabilisées.

Leur montant est évalué à 56,9 M€.

Elles se composent de 1 878 476 heures de bénévolat, recensées périmètre par périmètre, et valorisées au taux horaire de 30,17 €. Ce taux correspond au salaire horaire moyen dans le secteur privé, tel que publié par l'INSEE dans sa dernière enquête disponible, auquel est appliqué un taux de charges sociales de 40%.

5.1.2 Dons en nature

Les dons en nature ne faisant pas l'objet d'un reçu fiscal ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat du fait notamment de la complexité à obtenir une valorisation des prestations de communication.

Il s'agit de dons faits à la Direction communication de l'association (estimation en euros) :

| | |
|----------------------------|----------------|
| Présidentielle (mars 2022) | 133 380 |
| Eté (juillet-août 2022) | 50 200 |
| 1er octobre 2022 | 352 892 |
| Noël (nov-déc 2022) | 342 308 |
| | <hr/> |
| | 878 780 |

5.1.3 Engagements hors bilan

5.3.1 Mont-Evray

L'Association PFP a signé en 1993 un bail à construction d'une durée de 50 ans, et a fait construire des bâtiments qui seront transférés au propriétaire du terrain au terme du bail.

L'Association PFP s'est portée caution solidaire auprès de la Caisse d'Épargne pour garantir l'ensemble des engagements du Centre de Rencontre des Générations (établissement géré par PFP-AGE) à hauteur de 125 000 €. Cet engagement à durée indéterminée peut être suspendu à tout moment par lettre adressée en recommandé avec accusé de réception.

L'Association PFP s'est portée caution auprès de la Société Générale pour garantir l'ensemble des engagements du Centre de Rencontre des Générations (établissement géré par PFP-AGE) à hauteur de 121 959 €. Cet engagement à durée indéterminée peut être suspendu à tout moment par lettre adressée en recommandé avec accusé de réception.

5.3.2 SCI A. Marquiset

L'Association PFP s'est portée caution jusqu'au 30 janvier 2037 auprès de la Société Générale pour garantir un prêt de 8 692 608,28 €, au taux de 1,25 % l'an. Le montant de l'engagement est limité à un montant de 6 500 000 €, incluant principal et intérêts, frais et accessoires, l'indemnité de résiliation si elle est prévue au contrat ou la soulte actuarielle due par le client.

5.2 Effectif salarié

| | 2021 | | | | 2022 | | | |
|------------------------------|------------------------------|-----------|---|-----------|------------------------------|-----------|---|-----------|
| | EFFECTIF PRESENT AU 31/12 | | EFFECTIF PRESENT AU 31/12 EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN | | EFFECTIF PRESENT AU 31/12 | | EFFECTIF PRESENT AU 31/12 EN EQUIVALENT TEMPS PLEIN | |
| | CDI * | CDD ** | CDI * | CDD ** | CDI * | CDD ** | CDI * | CDD ** |
| <u>Temps pleins</u> | | | | | | | | |
| - Hommes | 95 | 7 | 95 | 7 | 93 | 8 | 93 | 8 |
| - Femmes | 208 | 14 | 208 | 14 | 219 | 8 | 219 | 8 |
| | 303 | 21 | 303 | 21 | 312 | 16 | 312 | 16 |
| <u>Temps partiels</u> | | | | | | | | |
| - Hommes | 5 | 0 | 4 | 0 | 6 | 0 | 4 | 0 |
| - Femmes | 32 | 0 | 24 | 0 | 23 | 1 | 17 | 1 |
| | 37 | 0 | 27 | 0 | 29 | 1 | 22 | 1 |
| Total hommes | 100 | 7 | 99 | 7 | 99 | 8 | 97 | 8 |
| Total femmes | 240 | 14 | 232 | 14 | 242 | 9 | 236 | 9 |
| <u>TOTAL</u> | 340 | 21 | 330 | 21 | 341 | 17 | 334 | 17 |
| Total hommes | 107 | | 106 | | 107 | | 105 | |
| Total femmes | 254 | | 246 | | 251 | | 245 | |
| <u>TOTAL</u> | 361 | | 351 | | 358 | | 350 | |

Modes de calcul :

(1) Chaque personne, qu'elle soit à temps plein ou à temps partiel compte pour 1. Le temps de travail des personnes à temps partiel n'est pas pris en compte au prorata de leur nombre d'heures de travail.

(2) Le temps de travail des personnes à temps partiel est pris en compte au prorata de leur nombre d'heures de travail.

5.3 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 81 600 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce).

5.4 Information sur les rémunérations des dirigeants

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

La somme des rémunérations brutes versées aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'Association s'élève à 278 961 €. Les dirigeants membres du Conseil d'administration sont des bénévoles élus et ne sont pas rémunérés.

6 INFORMATIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES AUX ENTITÉS FAISANT APPEL PUBLIC À LA GÉNÉROSITÉ

6.1 Compte de résultat par origine et destination (en Euros)

| PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | Exercice 2022 | | Exercice 2021 | |
|--|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| | TOTAL | dont générosité du public | TOTAL | dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | | | | |
| 1.2 Dons, legs et ménénat | | | | |
| - Dons manuels | 18 325 388 | 18 325 388 | 18 310 535 | 18 310 535 |
| - Legs, donations et assurances-vie | 30 678 196 | 30 678 196 | 31 316 879 | 31 316 879 |
| - Mécénat | 1 197 428 | 1 197 428 | 1 737 451 | 1 737 451 |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 4 080 082 | 4 080 082 | 2 710 709 | 2 710 709 |
| 2 PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 2.1 Cotisations avec contrepartie | | | | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | 1 425 586 | | 1 132 089 | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 1 882 877 | | 1 770 017 | |
| 3 SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 3 056 193 | | 2 440 870 | |
| 4 REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 799 381 | 248 159 | 759 109 | 207 837 |
| 5 UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 433 018 | 20 933 | 492 107 | 89 795 |
| TOTAL | 61 878 149 | 54 550 187 | 60 669 765 | 54 373 205 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 MISSIONS SOCIALES | 41 757 061 | 36 028 860 | 40 846 799 | 36 038 121 |
| 1.1 REALISEES EN FRANCE | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 36 158 831 | 31 198 591 | 34 125 471 | 30 108 060 |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 5 493 230 | 4 739 673 | 6 612 828 | 5 834 334 |
| 1.2 REALISEES A L'ETRANGER | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | | | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 105 000 | 90 596 | 108 500 | 95 727 |
| 2 FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 10 622 273 | 10 622 273 | 10 291 916 | 10 291 916 |
| 3 FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 5 335 069 | 4 698 603 | 5 265 435 | 4 731 137 |
| 4 DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 550 416 | 401 834 | 860 562 | 420 913 |
| 5 IMPOT SUR LES BENEFICES | 114 948 | | 76 777 | |
| 6 REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 187 169 | | | |
| TOTAL | 58 566 935 | 51 751 570 | 57 341 489 | 51 482 087 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 3 311 214 | 2 798 617 | 3 328 277 | 2 891 118 |

6.2 Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (en Euros)

| EMPLOIS PAR DESTINATION | Exercice 2022 | Exercice 2021 | RESSOURCES PAR ORIGINE | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
|--|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 MISSIONS SOCIALES | | | 1 RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| 1.1 REALISEES EN FRANCE | | | 1.1 Cotisations sans contrepartie | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 31 198 591 | 30 108 060 | 1,2 Dons, legs et mécénat | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 4 739 673 | 5 834 334 | - Dons manuels | 18 325 388 | 18 310 535 |
| 1.2 REALISEES A L'ETRANGER | | | - Legs, donations et assurances vie | 30 678 196 | 31 316 879 |
| - Actions réalisées par l'organisme | | | -Mécénat | 1 197 428 | 1 737 451 |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 90 596 | 95 727 | 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 4 080 082 | 2 710 709 |
| 2 FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | | |
| 2.1 - Frais d'appel à la générosité du public | 10 622 273 | 10 291 916 | | | |
| 2.2 - Frais de recherche d'autres ressources | | | | | |
| 3 FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 4 698 603 | 4 731 137 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 51 349 736 | 51 061 174 | TOTAL DES RESSOURCES | 54 281 094 | 54 075 574 |
| 4 Dotations aux provisions et dépréciations | 401 834 | 420 913 | 2 Reprises sur provisions et dépréciations | 248 159 | 207 837 |
| 5 Reports en fonds dédiés de l'exercice | | 0 | 3 Utilisation des fonds dédiés antérieurs | 20 933 | 89 795 |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | 2 798 617 | 2 891 118 | DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | | |
| TOTAL | 54 550 187 | 54 373 205 | TOTAL | 54 550 187 | 54 373 205 |

| | | |
|---|-------------------|-------------------|
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 31 385 257 | 24 964 837 |
| (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | 2 798 617 | 2 891 118 |
| (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | 2 483 555 | 3 529 302 |
| RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 36 667 429 | 31 385 257 |

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | Exercice 2022 | Exercice 2021 | RESSOURCES DE L'EXERCICE | Exercice 2022 | Exercice 2021 |
| 1 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | 1 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| 1.1 Réalisées en France | 57 036 534 | 46 933 885 | Bénévolat | 56 885 348 | 46 589 289 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | Prestations en nature | 25 332 | 135 603 |
| 2 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | | | Dons en nature | 125 854 | 208 994 |
| 3 CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | | | | | |
| TOTAL | 57 036 534 | 46 933 885 | TOTAL | 57 036 534 | 46 933 885 |

Annexe du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) et du compte de résultat par origine et destination CROD

Le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) et le compte de résultat par origine et destination (CROD) ont été établis selon le règlement 2020-08.

1) Le suivi des emplois et ressources collectés auprès du public

A) Le solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice représente les fonds collectés auprès du public non encore utilisés, y compris les fonds propres, ayant vocation à être utilisés sur plusieurs années.

Outre le changement de présentation des rubriques du CER, l'application du règlement 2018-06 a entraîné un recalcul du solde d'ouverture au 01 janvier 2020 des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés.

Le calcul de ce solde d'ouverture se décomposait comme suit :

| | |
|---|-----------------------|
| Fonds propres au 31/12/2019 | 78 834 014 (A) |
| Immobilisations incorporelles et corporelles nettes au 31/12/2019 | 43 594 781 |
| Participation SCI Armand Marquiset | 9 807 470 |
| Total | 53 402 251 (B) |
| Legs en cours de réalisation | 3 209 416 © |
| Disponible (A) - (B) + © | 28 641 179 |
| Nouveau T1 = disponible X taux de GP | 26 884 608 |

Ce « disponible » a été multiplié par le taux moyen de générosité du public (GP) dans le total des ressources de l'Association, pour les exercices allant de 2015 à 2019, soit 93,9%.

Solde de GP = « disponible » X taux de GP = **26 884 608 €**.

B) L'affectation par emplois des ressources collectées liées à la générosité du public (hors fonds dédiés)

Les ressources collectées liées à la générosité du public consommées sur l'exercice sont affectées par itérations :

Les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement sont :

- D'abord financés par les ressources autres que celles liées à la générosité du public. Les excédents de ces ressources n'étant pas reportables sur l'exercice suivant, ce sont en priorité ces ressources qui financent les emplois de l'année.

- Puis le solde restant est financé par la générosité du public (générosité du public de l'année + le solde restant de la générosité du public non utilisé à la fin de l'exercice précédent).

- Ensuite l'investissement net de l'exercice est lui aussi financé par la générosité du public. S'il y a désinvestissement net, le montant correspondant augmente le solde des ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice.

- Le montant maximal disponible pour le financement des emplois est la somme des ressources collectées auprès du public de l'année + le solde de l'année antérieure de ces ressources non utilisées les années précédentes.

Les missions sociales sont financées par :

- 90 % des subventions et concours publics reçus, les 10% restant finançant le fonctionnement.
- Les produits divers directement liés aux missions, tels que la participation des personnes accompagnées en séjours de vacances.
- Le solde est financé par les ressources liées à la générosité du public.

En 2022, 86 % des missions sociales sont financées par les ressources liées à la générosité du public.

Les frais de recherches de fonds sont financés à 100% par les ressources liées à la générosité du public.

Enfin, les frais de fonctionnement sont financés par :

- Les produits financiers
- Les autres produits, divers ou exceptionnels, n'étant pas directement liés aux missions sociales
- Le solde est financé par les ressources collectées auprès du public.

En 2022, 88 % du fonctionnement est financé par la générosité du public.

C) Les investissements nets liés à la générosité du public sont ceux qui ne sont pas financés par les subventions et contributions financières.

Pour les investissements :

Les acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par la générosité du public sont constituées des :

- Immobilisations acquises et comptabilisées dans l'année.
- Immobilisations acquises et comptabilisées en immobilisations en cours dans l'année.
- Diminution des immobilisations acquises et comptabilisées en immobilisations en cours de l'année précédente (Ces immobilisations ayant déjà été financées par la générosité du public l'année précédente)
- Diminution du montant des subventions et financements privés d'investissement encaissés dans l'année.

Le solde des ressources liées à la générosité du public de l'année, auquel s'ajoute le solde de ces ressources non utilisées les années précédentes est en priorité utilisé pour le financement :

- En premier les missions sociales,
- En deuxième les frais de recherches de fonds,
- En troisième les frais de fonctionnement,
- Et enfin, en quatrième l'investissement net de l'exercice.

Ces investissements sont diminués du montant des dotations aux amortissements des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations acquises au moyen de ressources issues de la générosité du public.

Pour les désinvestissements :

La valeur nette comptable des immobilisations ou des quotes-parts de valeur nette comptable d'immobilisations cédées, antérieurement acquises au moyen de ressources issues de la générosité du public.

D) Le total des emplois financés par des ressources collectées liées à la générosité du public représente la somme des éléments ci-dessus (B + C)

Le solde des ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés) correspond au report initial (A) auquel on rajoute les ressources collectées liées à la générosité du public au cours de l'exercice et duquel on déduit les emplois de l'année (D).

2) Les ressources

2.1) Les ressources collectées auprès du public :

Il s'agit des : dons, legs, ventes en nature faites en fraternité régionale ou au siège, ainsi que du mécénat.

Le mécénat est composé de fonds apportés sans contrepartie par des entités privées (entreprises et fondation). En est exclue la Fondation des Petits Frères des Pauvres (fondation abritante et fondations abritées), dont la gouvernance, l'objet social et les actions ont des liens forts et historiques avec ceux de l'Association.

Les autres produits liés à la générosité du public sont composés de ventes de biens mobiliers et objets reçus au titre de dons, legs ou donations, des produits financiers, **et des plus-values de cessions de biens immobiliers acquis par des ressources collectées auprès du public (art 432-7 du règlement ANC 2018-06)**. Ces dernières induisent une différence entre le total des charges et des produits figurant au compte de résultat et celui figurant au CROD pour un montant de 690 744 €.

2.2) Produits non liés à la générosité du public

Les contributions financières sans contrepartie sont des ressources apportées par des entités privées, hors celles qui sont mentionnées dans le paragraphe 2.1 ci-dessus. Elles comprennent donc les financements provenant de la Fondation des Petits Frères des Pauvres.

Les autres produits liés non liés à la générosité du public sont composés de :

- Participations des personnes âgées ou en situation de précarité aux séjours de vacances, indemnités d'occupation de maisons de vacances par d'autres organismes ou participations diverses
- Produits et remboursements divers
- Produits financiers
- Produits exceptionnels, hors produits nets des cessions de biens immobiliers acquis par des ressources collectées auprès du public

2.3) Subventions et autres concours publics

Il s'agit des financements d'origine publique, apportés par l'Etat, les collectivités territoriales et les entités de droit public.

2.5) Reprises de provisions

Dans le CER, toutes les reprises de provisions sont distinguées des autres ressources.

3) Les emplois

3.1) Les emplois courants

3.1.1) La méthodologie

La comptabilité analytique permet de suivre le département du siège ou la fraternité régionale à l'origine de la dépense (périmètre de responsabilité budgétaire) d'une part et la finalité de la dépense (mission sociale, recherche de fonds, frais de fonctionnement ...) d'autre part.

3.1.1.1) Les salaires et charges sociales sont répartis au prorata du temps estimé de chaque équipe dans le domaine concerné. Ces ventilations sont globales pour l'ensemble des fraternités régionales, et pour chacun des départements du siège.

| | Accompagner | Agir collectivement | Témoigner alerter | Recherche de fonds | Communication | Fonctionnement |
|------------------------|-------------|---------------------|-------------------|--------------------|---------------|----------------|
| Fraternités régionales | 50% | 38% | 2% | 2% | 0% | 8% |
| Siège | 10% | 35% | 2% | 24% | 4% | 25% |
| Global | 36% | 37% | 2% | 10% | 1% | 14% |

3.1.1.2) Les autres charges sont imputées soit :

- Directement selon la finalité de la dépense pour les dépenses directes
- Indirectement au prorata des répartitions des effectifs par domaine dans le département du siège ou dans la fraternité régionale concernée.

3.1.1.3) Les dotations aux amortissements sont affectées de la manière suivante :

- Les amortissements des établissements d'hébergement et des maisons de vacances sont affectés aux missions sociales correspondantes.

- Les amortissements de la recherche de fonds sont affectés aux charges directes de ces domaines.
- Les amortissements du siège sont affectés aux frais de gestion et d'administration.
- Les amortissements concernant plusieurs fraternités régionales peuvent être répartis via une clé de répartition.

3.1.1.4) Le financement apporté à PFP-AGE est ventilé entre missions sociales et fonctionnement, d'après la comptabilité analytique de PFP-AGE.

3.1.1.5) Les aides directes aux associations membres de la Fédération Internationale des PFP sont affectées aux missions sociales réalisées à l'étranger.

3.1.1.6) Les charges directes et indirectes de communication

- Se rapportant aux missions sociales, en particulier aux actions de « témoigner, alerter », sont affectées aux missions sociales
- Se rapportant à la communication institutionnelle sont affectées au fonctionnement.

3.2) Les Missions sociales

3.2.1) La première mission sociale est Accompagner. Elle se décline en 7 grandes actions :

3.2.1.1) Accueillir, orienter, aller vers :

Premier contact d'évaluation et d'orientation pour des personnes non encore accompagnées.

3.2.1.2) Visites, rencontres :

Visites dans les quartiers, les rencontres en établissement, les rencontres auprès des personnes malades ou en fin de vie ainsi qu'auprès des personnes en situation de mal-logement ou de grande précarité.

3.2.1.3) Noël et les animations collectives :

Réveillons individuels et collectifs, les sorties et fêtes, les ateliers, les lieux d'animation à la journée.

3.2.1.4) Vacances :

Séjours de plus de deux jours et mini-séjours : charges directes ou indirectes ainsi que de la quote-part du financement apporté à PFP-AGE concernant les vacances et les amortissements des travaux dans les maisons de vacances.

3.2.1.5) Aide aux personnes :

Aides au logement, à l'hébergement à la santé, aux transports, aides alimentaires, et tout autre type d'aide directe aux personnes, incluant les ressources humaines nécessaires à la distribution pertinente de ces aides. Elle inclut les aides versées au titre de la « Réserve d'Aide à la Personne ».

3.2.1.6) Hébergement :

Hébergement hors aides aux personnes, notamment le financement des hébergements transitoires et temporaires au travers d'une quote-part du financement apporté à PFP-AGE.

3.2.1.7) Loger :

Logement hors aides aux personnes.

3.2.2) La deuxième mission sociale, Agir Collectivement, se décline en 4 grandes actions :

3.2.2.1) Soutenir les aidants :

Voisinage et intergénérationnel avec le Centre de Rencontre des Générations.

3.2.2.2) Prospecter, soutenir et former les bénévoles :

Moyens nécessaires au bénévolat.

3.2.2.3) Animation de la vie associative :

Réunions nationales, locales, communication interne, outil Kiosque ...

3.2.2.4) Action internationale :

Participation à la Fédération Internationale, les aides directes à la collecte européenne de fonds, et toutes les missions réalisées en faveur de l'étranger.

3.2.3) La troisième mission sociale, Témoigner, Alerter, comprend essentiellement des dépenses directes ou indirectes de communication externe reliées à cette mission

3.3) La recherche de fonds

Ces charges concernent le traitement des dons et des legs et comprennent principalement :

- Les mailings, le routage, les brochures, les locations d'adresses, les affranchissements, les honoraires relatifs aux campagnes de recherche de fonds.
- Les frais de structures des services de recherche de fonds, de gestion des legs et donations.

3.4) Le fonctionnement

Outre une quote-part de frais de personnels, il intègre les charges financières et exceptionnelles, hors dotations aux provisions.

3.5) Présentation des financements apportés

Les financements apportés par l'association à d'autres entités sont affectés analytiquement en fonction des activités financées.

Les financements apportés à PFP-AGE sont affectés selon son propre plan analytique, qui a été homogénéisé avec celui de l'Association.

4) Dons et legs traités par l'association puis virés à des structures en lien avec Petits Frères des Pauvres

Les dons et les legs qui transitent par l'association Petits Frères des Pauvres pour être ensuite transmis, soit au Fonds de dotation Transmission et fraternité, soit aux EAT associatives (équipes d'action territoriales ayant choisi de rester des associations avec une personnalité juridique distincte, mais liées à l'Association Petits Frères des Pauvres par convention) figurent au CER de la manière suivante :

- En ressources, dans les dons et legs collectés pour leurs montants bruts
- Pour les emplois, dans les missions sociales réalisées en France pour leurs montants nets et en frais de recherche de fonds pour les frais de traitement des dossiers